

Monsieur le Directeur Régional du Travail  
D. R. T. E. F. P.

Le .././...

**L.R.A.R**

Objet :

RESCRIT : Situation de l'entreprise au regard de la pénalité de 1% de l'article L 138-24 CSS

Monsieur,

Nous vous demandons, au titre de l'article L. 138-27 du code de la Sécurité Sociale, la validation, au regard de la pénalité de 1% de l'article L 138-24 CSS, de la décision unilatérale (1) mettant en place un plan d'actions en faveur de l'emploi des salariés âgés concernant la société (2) :

Raison sociale : .....

Adresse du siège social : .....

Numéro SIREN .....

Convention collective applicable : .....IDCC N° : .....

Ce plan est applicable aux Ets suivants :

*Adresses et numéro SIRET des Etablissements concernés*

Nous vous demandons la confirmation que notre entreprise peut s'exonérer du paiement de la pénalité de 1% instaurée par l'article L. 138-24 du code de la Sécurité Sociale.

A l'appui de notre demande vous trouverez ci-jointes une copie de notre plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés, ainsi qu'une copie de la DADS 2008 (3)

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le signataire  
Nom et fonctions (4)

## NOTES

- (1) S'il s'agit d'un accord d'entreprise ou de groupe, remplacer par l'accord d'entreprise ou l'accord de groupe.
- (2) S'il s'agit d'un accord de groupe : préciser toutes ces informations pour le groupe et l'ensemble des sociétés concernées.
- (3) S'il s'agit d'un accord de groupe, joindre les DADS des sociétés concernées.
- (4) S'il s'agit d'un accord de groupe, préciser la fonction qui au niveau du groupe justifie le pouvoir de faire la demande (ex : DRH groupe, ou Directeur Général Groupe)